

Art. 4. — Le propriétaire est tenu d'adresser à l'autorité précitée une demande de permission d'exécuter les travaux de voirie prescrits par l'article 3 ci-dessus. Cette demande doit être accompagnée d'un plan de lotissement à l'échelle de 1/1000.

L'autorisation sollicitée doit être délivrée dans les délais et conditions prévus par l'article 21 du décret du 21 février 1949 sur l'urbanisme.

Art. 5. — Le propriétaire de la voirie est chargé de son entretien.

Art. 6. — Les infractions à la présente ordonnance sont punies des peines prévues à l'article 24 du décret du 21 février 1949 sur l'urbanisme.

4 juin 1970. – ORDONNANCE 70-210 portant création du centre de formation des agents voyers. (M.C., n°12, 15 juin 1970, p. 376)

CHAPITRE I^{er} CRÉATION – OBJET – PATRIMOINE

Art. 1^{er}. — Il est créé, sous la dénomination «centre de formation des agents voyers», ci-après dénommée «le centre», une institution dotée de la personnalité civile ayant qualité d'établissement public et placé sous la tutelle du ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire.

Son siège est à Kinshasa.

Art. 2. — Le centre a pour but la formation des agents voyers de l'État.

Art. 3. — Le patrimoine initial du centre est constitué par une dotation de l'État.

Les ressources sont déterminées à l'article 16 de la présente ordonnance.

CHAPITRE II ADMINISTRATION ET TUTELLE

Art. 4. — Le centre est administré par un conseil d'administration composé de cinq membres nommés par arrêté du ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire pour une durée de trois ans.

Il comprend:

1° le secrétaire général du ministère des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire, président;

2° un délégué du ministère de la Fonction publique, proposé par son département;

3° le directeur-chef de service des ponts et chaussées au ministère des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire;

4° le directeur-chef du service administratif du ministère des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire.

5° un représentant du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale proposé par le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Le directeur du centre assiste aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative et en assure le secrétariat.

Art. 5. — Le conseil d'administration fixe les règles de fonctionnement du centre, notamment en ce qui concerne la nomination du personnel enseignant, le statut du personnel administratif, les conditions d'admission des stagiaires, l'organisation des études et le règlement d'ordre intérieur.

Art. 6. — Les procès-verbaux des réunions sont communiqués dans les 8 (huit) jours par le directeur du centre au ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire.

Si dans les 30 (trente) jours qui suivent le ministre n'a émis aucun avis d'annulation de tout ou partie des décisions, celles-ci deviennent exécutoires.

Art. 7. — Le conseil d'administration se réunit tous les 3 (trois) mois sur convocation du président.

Des réunions extraordinaires peuvent se tenir sur demande du président ou sur demande d'au moins 3 (trois) membres.

Art. 8. — Le directeur est nommé par le ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire.

Il est responsable de la gestion devant le conseil d'administration.

Il y a incompatibilité entre les fonctions de directeur et toutes autres fonctions.

Art. 9. — Le personnel enseignant et le personnel administratif sont engagés et licenciés par le conseil d'administration.

Art. 10. — Les traitements de l'ensemble du personnel sont fixés par arrêté du ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire sur proposition du conseil d'administration.

Art. 11. — Les stagiaires agents de l'État sous statut continueront à être en service et à percevoir leur traitement.

Art. 12. — Les stagiaires agents de l'État sous contrat continueront à percevoir leur salaire; celui-ci sera à la charge du centre.

Art. 13. — Les stagiaires qui ne font pas partie de l'administration seront rémunérés par le centre. Ils ne seront admis à celui-ci qu'après la signature d'un contrat d'engagement au service de l'État.

Art. 14. — Les stagiaires ayant satisfait à l'examen de sortie percevront une indemnité de qualification pour autant qu'ils exercent leur fonction d'agent voyer.

Art. 15. — Les modalités d'applications des articles 11, 12, 13 et 14 de la présente ordonnance seront fixées par arrêtés du ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire.

CHAPITRE III RÉGIME FINANCIER

Art. 16. — Le centre supporte toutes les dépenses occasionnées par son fonctionnement au moyen;

1° des subsides qui lui sont versés annuellement par l'État;

2° des libéralités qui pourraient lui être faites et dont l'acceptation est subordonnée à l'autorisation du président de la République.

Art. 17. — Chaque année, avant le 1^{er} septembre, le conseil d'administration, sur proposition du directeur, transmet au ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire son projet de budget.

Chaque année, avant le 31 janvier, il soumet à l'approbation du ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire le compte de l'année écoulée. Il y joint un rapport circonstancié sur les activités du centre.

L'année budgétaire commence le 1^{er} janvier.

Les comptes sont tenus selon les principes de la comptabilité en partie double, faisant apparaître en tout temps la situation financière.

Art. 18. — Un commissaire aux comptes est nommé par le ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire auprès du centre. Il a tout pouvoir pour contrôler les opérations comptables sans pouvoir s'immiscer dans la gestion du centre.

Le commissaire aux comptes contrôle, sans déplacement, les livres, les correspondances ayant un intérêt comptable et toutes les écritures du centre.

Il signale sans délai au ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire les irrégularités et adresse copie au conseil d'administration.

Il établit le rapport général des comptes du centre. Ce rapport est annexé au bilan annuel.

CHAPITRE IV DISPOSITION FINALE

Art. 19. — Le ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

26 mars 1971. – ORDONNANCE 71-078 portant classification routière dans la République démocratique du Congo. (M.C., n°8, 15 avril 1971, p. 369)

Art. 1^{er}. — Les routes publiques inscrites sur la liste annexée à la présente ordonnance sont déclarées «Routes d'intérêt général».

Art. 2. — Les routes publiques non énumérées à l'article 1^{er} de la présente ordonnance sont déclarées «routes d'intérêt local».

Art. 3. — L'entretien des routes d'intérêt général est à charge de l'État.

L'entretien des routes d'intérêt local est à charge des collectivités. Toutefois, l'entretien des chaussées revêtues de ces routes est à charge de l'État.

Art. 4. — L'ordonnance 62-53 du 28 janvier 1959, l'ordonnance 62-674 du 23 décembre 1959, l'arrêté 1/CAB/TP du 30 septembre 1965 et toutes dispositions contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

Art. 5. — Le ministre des Finances, le ministre de l'Intérieur et des Affaires coutumières et le ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Annexe Liste annexe à l'ordonnance portant classification routière

I. PROVINCE DU KONGO CENTRAL

Banana – Boma – Matadi – Kinshasa Limite		
Bandundu	km	745
Kai Nyema – Yema	km	20
Tshikai – Kimalanda	km	140
Vacu – Lukula – Mbaka Kose	km	148
Bretelle – Kingu	km	9
Kiene – Lemba	km	38
Kinsundi – Kinza	km	55
Kinza – Seke Banza	km	22
Kimbenza – Seke Banza – Gumbi	km	85
Kinyala – Kivundo	km	80
Boma – Tshela – Sumbi – Luozi – Sundi Mamba – Mpioka – Ngombe Matadi – Ngungu	km	600
Sundi – Mamba Kingoye	km	63
Tshela – Tsuku Tadi	km	35
Boucle Kikionga	km	83
Kitona – Sumbi	km	120
Lufu – Kinganga – Kingimbi	km	108
Luozi – Malanga	km	120
Bretelle de Sama	km	50
Sumbi Lutete – Londe Nzadi	km	65
Songololo – Frontière Angola	km	22
Songololo – Moerbeke – Buka	km	140
Kimpangu – Moerbeke	km	106
Mboma – Ngidinga	km	112
Nioki – Sanga	km	41
Ngungu – Mbanza Sudi	km	76
Kai Pindi – Lukuti	km	35
Kintanu – Ngidinga – popokabaka	km	235
Madimba – Mputi – Kintani	km	186
Ngidinga – Mpute	km	35
Lemfu – Mpute	km	43
Sona Bata – Kasangulu	km	81
Total	km	3.698

II. PROVINCE DE BANDUNDU

Kimvula – Popokabaka – Muniungu	km	86
Popokabaka – Takindi	km	178
Muniungu – Kongo	km	118
Mungata – Tsakela	km	106
Bukanga – Fatundu – Bandundu	km	255
Mungata – Kinsele – Masiambio – Masiakwa	km	239
Masia Mbio – Bandundu	km	139
Bretelle Kwamouth – Kunzulu	km	75
Koshi – Lukuni	km	150

Bis – Isandja – Monkoto	km	93	Bulungu – Bendio	km	18
Bis – Monkoto – Bokele – Boende	km	218	Bwanda – Gwambole	km	42
Boende – Ebangalakata – Bowe	km	151	Bonde – Dongo – Bokondji – Kungu	km	122
Ebangalakata – Bowe	km	55	Bolomba – Budjala	km	130
Boputu – Lokolia Yalongo	km	113	Budjala – Bombakado	km	56
Monkoto – Bompela	km	40	Kangalanga – Bidigia	km	55
Bongita – Nongo	km	57	Dongomoke – Baiabala	km	103
Bonkomi – Bokungu – Ekuku	km	114	Bumba – Ekuma	km	145
Osekola – Yayama	km	137	Bodjoki – Yakoma	km	240
Yayama – Ikela – Anzi (limite)	km	77	Bretelle – Wapinda	km	146
Limite Lokolia – Bokote – Bokungu	km	94	Bretelle – Yasinga	km	32
Bokote – Yalifafu – Yalonga	km	147	Yadondji – Bongolu – Bongekenza – Bumba	km	190
Bokungu – Yalonga – Yayama	km	169	Inongo – Yabia	km	59
Mondombe – Yokolo – Ikela	km	167	Lokola – Bopandu – Ekama	km	51
Ikela – Lingomo – Bondo	km	94	Bretelle – Yamokoki	km	9
Bokungu – Bisenge	km	107	Akula – Lisale	km	178
Bowe – Esongo	km	57	Lisala – Mondjamboli – base	km	139
Bosomba Ntando – Ekondji	km	127	Limite Businga – Lisala	km	139
Litoka – Weta	km	77	Yangeme – Yandenji	km	109
Boude Yakolo	km	130	Busu Dua – Mombombe	km	33
Bosomba – Anzio	km	26	Yamulumba – Yangome	km	43
Yekumbo – Lingomo – Mona	km	144	Mondjamboli – Likau	km	40
Limite Kalamba – Djuwa – limite Befale	km	238	Yambata – Mioka – Ebonda	km	63
Djuwa – Bolomba – Wenga – Basankusu – Bonate – Bilonia	km	375	Busu Swanu – Mitoko	km	84
Balangala – Bonate	km	98	Bobindu – Bobisi	km	48
Ngoolo – Djuwa	km	98	Bogose Nubea – limite Businga	km	40
Loanga – Bolina	km	30	Kanda – Libenge – Batanga	km	83
Isaka – Bokote – Bokolongo	km	74	Mongomba – coq	km	44
Bokele – Mampoko – Inkekele	km	77	Libenge – coq	km	78
Basankusu – Bolande – Bonate	km	43	Libenge – Boyabo – Bari	km	125
Boloma – Penzele	km	31	Boyabo – Zongo	km	93
Boende – Lofondo	km	32	Bomotu – Bosobolo – limite Banzyville	km	214
Limite Yolo – Lofondo	km	47	Zongo – Durugu	km	213
Lingomo – Djolu – limite Prov.	km	124	Bososama – Sidi – Dubulu	km	223
Lofondo – Lingomo – Lilenga	km	269	Butelle – Bagdemba	km	40
Lilenga – Bosenge – Yosoki	km	218	Bososole – Businga	km	21
Lolongi – Befale – Biliema	km	131	Bokada – Bogose – Nubea – Gemena	km	124
Befale – Boenia – Ekakula	km	67	Bovasegbawa – Bundia	km	80
Lifondi – Bosemba – Ntando	km	61	Pambua – Bondagabo	km	59
Lilenga – Lifake	km	50	Boyabagdo – Bogdimunzo	km	51
Lifake – Lolingo	km	54	Bondio – Likimi	km	117
Boenia – Lingunde	km	56	Bondio – Businga	km	113
Yamboso – Yakiri – Yenga Bokando	km	124	Businga - Ngale	km	65
Bokando – Yakisi	km	22	Bretelle – Mombondo	km	5
De km 27 de Basandusu – Bongandanga	km	146	Bovazegbawa – Bosobelo	km	98
Bongandanga – Lilenga	km	140	Dubulu – Molenge	km	90
Bongandanga – Lisala	km	125	Businga – Banzyville	km	326
Bogbanga – Makambusu	km	206	Bretelle – Mongo	km	17
Busu Mayele – Lifanga	km	195	Boyawese – Bongala	km	29
Inonsoku – Bobambu – Bongandanga	km	147		Total	km 12.391
Butelle – Bobambu	km	14			
Sukwa – Sundji	km	27			
Bonsenge – Bumburu	km	40			
Bongandji – Denge	km	130			
Denge – Kungu – Gemena – Bendio	km	247			
Basa – Bac Kanda	km	28			
Buzele – Mogale	km	35			
Mogale – Bari – Gemena	km	101			
Kungu – Budjala – Lua – Akula	km	143			
Lua – Bulungu – Gemena	km	104			

IV. PROVINCE ORIENTALE

Opala – Letutu – Yatolema – Kisangani	km	345
Bis Bretelle d'Opala	km	21
Boucle: Opala – Lokoye – Lieke – Asangu – Osuke:		
-dans sa partie en P.O.	km	125
-dans sa partie Équateur	km	105
Isangi – Yatolema	km	79

Limite base n°5 – Mosite – Isangi base n° 5 – Mosite	km	107	Bongele – Mokaria – croisement route précédente	km	129
Yasongo – Yanonge – Mosite	km	26	Yalimbongo – limite Province	km	11
Ponthierville – Kisangani	km	129	Lopori – Yaolaki	km	79
Osuke II Elengealale	km	30	Insangi – Yangambi – Kisangani	km	130
Osuke I – Yaofa – Letutu	km	62	Isangi – Bengamisa	km	115
Yaofa – Lelulututu – Yaluwe – Olife	km	132	Yangambi – Weko – Kisangani – Bengamisa	km	25
Lowa – Banakambea	km	52	Banalia – Buta	km	321
(Route de l'Ituri): Kisangani – Uma – Bafwasende – Limite base n°3	km	326	Banalia – Panga – limite base 2	km	156
Pene Tungu – Madula	km	78	Boucle Bobenge – Akuma – Kole	km	72
Limite Kivu – Pene Tungu	km	100	Limite base 7 – Buta	km	24
Ponthierville – Pene Tungu	km	63	Buta – Titule	km	131
Limite Kivu – Mwarabu – Ponthierville	km	149	Limite Province – Aketi – Dulia – limite base n° 8	km	187
Lowa – Ongoka	km	33	Dulia – Bondo	km	134
Amamula – Angumu – Baliba – croisement route 324	km	210	Limite Équateur – Likiti – Monga – Mokozi – Bondo	km	155
Bafwasende – Bafwagenge – Bafwakolio	km	87	Bondo – Basende – Bili	km	189
Limite base 6 – Bafwabogbo – Bafwakolio – Bafwamane – limite base 3	km	110	Bondo – Votoko	km	83
Bafwabogde – Maganga	km	190	Ngele (Bangassou) – Dongobe – Votoko – Usomo	km	228
Limite base 2 – Nia-Nia	km	12	Lebo – Dugbia	km	75
Nia-Nia – Wamba – Isiro	km	225	Monga – Ngele – (Bangassou)	km	54
Angali – Betongwe – Limite base 9	km	63	Monga – Nzeret	km	29
Agbana – Betongwe	km	45	Gambaie – Tiligba – Ingasu	km	195
Limite base 2 Babeyru – Maliabwana – Basiana	km	134	Tiligba – Zambi	km	56
Butuka – Babeyru	km	43	Titule – Bambesa – Bambili – Dili	km	168
Isiro – Gao	km	91	Titule – Zelende – Lengulu	km	131
Gao – croisement route 313	km	36	Nemanzi – Zelende	km	17
Gao – Limite base 10	km	28	Titule – Api – Ango	km	122
Isiro – Rungu	km	71	Api – Bili – Adama	km	159
Limite base 8 – Longulu – Molangi – Yadiko – Isiro	km	195	Dili – Bwendi – Bokoko	km	225
Yadiko – Poko – Branga	km	37	Ango – Digba – Bokoko – Nasikisa – limite base n°10	km	225
D'ici – Baranga – Kama	km	75	Digba – Gwane – Zapai – Zemio (R.C.A)	km	130
Mwana – Molangi	km	41	Croisement route Api – Adama Dweme – Lumu – Zapai	km	78
Bretelle Wamba Owenge	km	63	Boysele – Ango	km	69
Nenguma – Aguia	km	19	Zobia – Doromo	km	60
Ngima – Nagosira	km	45	Mapaya – Nebasa	km	85
Kominere – Sondota	km	65	Limite base 3 – Mungbere – Ojumu – Dubele	km	195
Bazuru – Eliwa	km	48	Limite base 4 – Baku – Dubele	km	130
Bigbitambilabila – Rungu	km	52	Dubele – Watsa – Faradje – Aba – Frontière Soudan	km	193
Nia-Nia – Mambasa – Komanda – Bunia	km	360	Limite base 4 – Djamu	km	38
Bunia – Djungu – Mahagi	km	161	Baku – Kande – Zani – Kere Kere – Aru	km	115
Mahagi – Anganda	km	9	Aru – Dramba – Aba	km	170
Magagi Port – Mahagi	km	49	Croisement route 314 – Arna – Dramba	km	135
Limite Kivu – Mambasa	km	113	Limite base n°10 – Faradje	km	13
Limite Kivu – Komanda	km	70	Aba – Parc National de la Garamba – Limite base n°10	km	107
Kasenya – Bunia	km	41	Gaduma Mata – Kitambala	km	94
Kabeba Tshali – Boga – Boga	km	115	Durba – Boli – Aru	km	156
Mambasa – Nduye – Limite base 9	km	128	Suriri vers Dungu	km	66
Croisement Route 314 (Nizi) Limite base 9	km	115	Kama – Niangara – Dungu – Limite base n°9	km	341
Ngota – Zani	km	90	Limite base 3 – Dungu	km	93
Adjoda – Lita	km	140	Niangara – Bangadi – Doruma – Gilaia – Nasikisa	km	233
Lopori – Yahuma – Lingomo – Élisabetha	km	185	Dungu – Gualele	km	88
Yalomanga – Yalongwa – Lingomo	km	182	Dibie Adala – Mandoro – Guabele	km	150
Luate – Botoko – Yalikunda – Yawaka	km	149	Gualele – Aligo – Putabenge – Limite base 9	km	195
Yalikunda – Bonama	km	10			
Botoko – Matende	km	7			
Basoko – Badjamba – Mongandjo	km	161			
Mombongo – Basoko – Basali – Mombongo	km	147			

Dungu – Ndedu – Bonlogbolo	km	110
Kandi – Ndedu	km	68
Niangara – Mandoro	km	82
Lagbo – Arua	km	36
Total	km	13.045

V. PROVINCE DU KIVU

Asekatunda – Kibombo – Kipaka – Kingombe	km	263
Kipaka – Kasongo – Limite Uvira	km	101
Luanga – Kasongo	km	115
Lupaya – Limite Uvira	km	34
Manomwa – Djemba	km	30
Limite Province – Wongo	km	239
Iwe – Dumba vers Kindu	km	100
Dumba – Zelo	km	19
Mwana Ngoie – Samba	km	42
Butelle Tete	km	22
Butelle Bilimusa	km	23
Limite Province – Katoka – Kaseya	km	83
Mukwanga Masomeno – Kilubi – Limite Kasongo	km	100
Fataki – Matala	km	61
Masomeno – Kabambare – Pena – Lunanga – Lulimba	km	240
Kahuha – Lulimba – Fizi – Uvira	km	237
Uvira Kashen (Bitumée)	km	86
Katoka Masomeno	km	45
Kilubi Fataki	km	41
Matala Pena Lunianga	km	136
Fizi vers Mwenga	km	76
Uvira – Frontière	km	7
Fataki – Kibangula – Namoya	km	54
Karushe – Kindu – Kalima – Lubile	km	267
Kindu vers Kibombo	km	38
Mali – vers Punia	km	145
Kindu – Kayuyu – Kampene Lusenge	km	211
Ulangati – Dingi Pangu – Yale	km	148
Kindu – Dingi Pangu	km	68
Kitoko – Pangi	km	80
Kampene – Pangi – Lubile	km	191
Kingombe Mbali – Luyamba	km	26
Kayuyu – Kingombe – Kampene	km	79
Matala – Kagulube	km	30
Lusenge Kagulube – Mwenga – Kibara	km	346
Kashen – Bukavu	km	61
Bukavu limite Kabare	km	38
Miti vers Kalehe	km	29
Lusenge – Panekusu	km	2
Kagulube – Panekusu – Lukaba	km	125
Lubile Shabunda Lukungu – Kikuku	km	149
Lungungu – Burhale	km	250
Katshungu Kampale	km	71
Limite Fizi – Zalia	km	179
Limite Kalima – Punia	km	67
Punia – Yumbi	km	44
Ongoka – Lubutu	km	126
Obokote Province	km	7
Lubutu – Kenia	km	109

Punia – Kenia	km	163
Punia – Biaya	km	146
Kikuku – Kalinga – Biaya	km	91
Biaya – Kabongola	km	55
Kalinga limite Walikale	km	68
Kenia – Walikale – Limite – Bukavu	km	311
Limite bukavu – Kaleke – Sake	km	120
Walikale Musengi	km	?
Sake Goma Rutshuru	km	53
Limite Punia – Itebero	km	110
Walikale – Masisi – Sake	km	274
Sake Lutiba	km	83
Boucle Mera Binza	km	137
Goma Rutshuru – Lubero – Beni – Limite Prov.	km	395
Rutshuru – Tshasha	km	62
Mukulia Numuazi	km	25
Beni – Kasindi	km	80
Butelle – Lutiba	km	142
Butelle – Nyamusengero	km	42
Rutshuru – Mukengo	km	24
Makoka – Kivetia	km	112
Lubero – Butembo	km	60
Butembo – Ngoma	km	94
Kasindi – Bac Isango	km	31
Butelle Mutivanga	km	9
Mbau Frontière	km	74
Total	km	7.898

VI. PROVINCE DU KASAI OCCIDENTAL

Mulunda – Kalemba – Luiza Moina	km	124
Luyambi – Kalemba	km	46
Bangu – Moina – Kaluata – Luluabourg	km	319
Luiza – Mutombo	km	152
Tshikapa – Mutombo – Bulungu – Luluabourg	km	153
Bulungu – Luebo	km	115
Tshikapa Mutombo – Luebo	km	208
Kaluata – Dumba	km	20
Tshimbulu – Dibaya – Limite	km	40
Bataillon – Frontière Angola	km	41
Bataillon – Mulunda	km	120
Bataillon – Tshikapa	km	82
Bumba – Shamunganda	km	94
Bretelle Tshibuka – Bumba	km	116
Pulu – Tshikapa	km	127
Tshikapa – Port Francqui	km	227
Kabombo – Port Francqui	km	103
Luebo – Mweka	km	66
Port-Francqui – Mweka – Luluabourg	km	373
Beya Bwanga Mushala	km	114
Domiano – Dekese – Boenge	km	343
Vers Isaka Buku	km	90
Luluabourg – Mukanda	km	90
Lukenga Tshishinga	km	119
Bretelle Dimbelenge	km	48
Mutombo Mufafa – Bashingu – Bene Tshanda	km	161
Total	km	3.591

VII. PROVINCE DU KASAI ORIENTAL

Mukanda – Mbuji-Mayi – Kabinda - Kifusa – Penge – Lukolela – Limite	km	387
Tshiombo – Mwene-Ditu – Luputa vers Kamina	km	247
Mwene-Ditu – Kadima	km	110
Luputa – Gandajika – Katanda	km	108
Kifusa – Limite vers Sentery	km	30
Limite sud, Tubeya, Mwene-Ditu	km	124
Dumba Bene Malenga	km	31
Bretelle de Dibaya	km	12
Gandajika – kabinda	km	135
Penge vers Sentery	km	7
Kalundwe – Lukolela	km	66
Kifusa – Sentery – Kasongo	km	188
Penge – Sentery	km	158
Sentery – Kalambale	km	99
Sentery – Ebombo	km	73
Lukolela – Dihuka	km	126
Onema – Katako-Kombe – Botaiti	km	305
Bashingu – Lusambo – Lubefu – Onema – Mulenda	km	351
Tshisinga – Lusambo	km	58
Lusambo – Kalundwe	km	134
Bena-Dibele – Kuntshankoie – Limite Prov.	km	398
Bretelle Owele	km	117
Kuntankoie – Katako-Kombe	km	141
Boenge – Ekanga	km	169
Insandja – Kole – Bene-Dibele	km	174
Isaka Buku – Ishenga Oswe	km	88
Bena-Dibele vers Bashingu	km	53
Total	km	3.893

VIII. PROVINCE DU KATANGA

Dilolo – Kisaji – Mutshatsha – Kolwezi – Likasi – Lubumbashi – Sakania	km	1.004
Sandoa – Kapanga – Limite Kasai Oriental	km	293
Kabila – Mutshatsha – Kayeye	km	141
Mutenge – Kasadji – Tshimbalanga (RIN 810) Bumbu	km	183
Dilolo – Sandoa – Tshimbalanga – Luanza	km	468
Bis Kapatu – Masengo	km	114
Muyeye – Tshimbalanga	km	113
De Dilolo (Muyete) Mulaba – Mwene Imbu I – limite province du Kasai Oriental	km	469
Mulaba – Tshimbalanga	km	88
Samanyembo – Satshamba – Kamina – Kabongo – Katompi – Ebombo	km	740
Mwene Imbu I – Pandomwila	km	55
Masondoyi – Kayeye – Luanza – Luezi 2	km	242
Guba – Lubudi – Bukama – Kamina – Kaniama – Limite Prov. du Kasai Oriental	km	659
Masondoyi – Kiavumina	km	136
Munanga – Kilamba	km	71
Tenke – Lubudi	km	102
Kapanga – Kalundwe	km	257
Bangu – Kalundwe – route Kaniama	km	224
Kalundwe – Kimpanga	km	61
Kitenge – Muadi Katoloka	km	236
Molue – Kolwezi	km	137

Bis – Kapus – Kambove	km	160
Bretelle Likasi – Kambove	km	46
Route Kabongo – Sanayembo – Route Guba (Kabongo Dianda)	km	115
Kabongo – Malemba – Nkulu	km	195
Kabongo – Dianda – Kabwe – Kitwa	km	270
Ebombo – Kongolo – Limite Kivu	km	172
Kongolo – Nyunzu	km	173
Kalompi – Kabalo – Nyunzu – Niemba	km	256
Kabongo – Ankaro – Manono	km	237
Makebe – Kasiri – Kalera	km	88
Bretelle – Kanioka – Kipushi	km	63
Kingo – Lukande – Kaniapa	km	307
Kitumba – Bukenya – Mitwaba – Manono – Niemba – Lukengo	km	892
Lubumbashi – Kafindo – Kasomeno – Kilwa – Pweto – Kapona – Kalemie – Limite Kasai Oriental	km	1.016
Kalemi – Kabinda	km	38
Kinsukulu – Mukato	km	90
Kasamba – Balanga – B/Ville – Kapona	km	318
Pepa – Moliro	km	260
Kiambi – Kapona	km	235
Kapanji – Mutadi – Luanza	km	229
Mutadi – Mwenge – Shiebele	km	135
Kasomeno – Kasenga – Malo	km	129
Kapindo – Petro	km	82
Mouta – Kibalashi	km	104
Mokambo – Mwenda	km	69
Sakania – Kabunda	km	119
Bretelle Kipushi – Lukubi	km	172
Musolo – Lukubi – Ngale	km	75
Mali – Kinka	km	105
Kipushi – Kasike	km	87
Total	km	12.034

RÉCAPITULATION

PROVINCE	
1) KONGO CENTRAL	km 3.698
2) BANDUNDU	km 12.009
3) ÉQUATEUR	km 12.391
4) ORIENTALE	km 13.045
5) KIVU	km 7.898
6) KASAI OCCIDENTAL	km 3.591
7) KASAI ORIENTAL	km 3.893
8) KATANGA	km 12.034
Total des R.I.G.:	km 68.559

26 mars 1971. – ORDONNANCE 71-079 définissant l'action de l'État en matière de réseaux d'eaux pluviales et usées. (M.C., n°7, 1^{er} avril 1971, p. 300)

Art. 1^{er}. — Dans les localités possédant un réseau séparé d'évacuation d'eaux pluviales, l'entretien et le fonctionnement de tous les ouvrages destinés à assurer cette évacuation dans l'emprise du tracé des routes d'intérêt général, sont à la charge de l'État.

Dans le réseau d'évacuation d'eaux pluviales situé en dehors des emprises des routes d'intérêt général, l'État ne prend en charge que l'entretien et le fonctionnement des collecteurs généraux.

Art. 2. — Dans les localités qui sont tributaires d'un régime combiné d'évacuation d'eau pluviales et d'eaux usées, l'État ne prend en charge que l'entretien et le fonctionnement des collecteurs principaux, quel que soit l'emplacement de ces derniers par rapport aux routes d'intérêt général. L'État prend en outre à sa charge l'entretien et le fonctionnement des collecteurs secondaires qui longent le tracé des routes d'intérêt général, à l'exclusion des autres installations du réseau.

Art. 3. — Dans les localités possédant un réseau séparé d'évacuation d'eaux usées, l'État prend en charge l'entretien et le fonctionnement des collecteurs généraux.

Art. 4. — Par «collecteurs généraux» on entend les collecteurs à ciel ouvert ou enterrés assurant l'évacuation de la totalité du débit de tous les bassins versants.

Par «collecteurs principaux» on entend les collecteurs à ciel ouvert ou enterrés se déversant directement dans le collecteur général et assurant l'évacuation du débit relatif à une portion du réseau général, qualifiée de bassin versant.

Par «collecteurs secondaires» on entend les collecteurs à ciel ouvert ou enterrés rassemblant les débits des différents ouvrages élémentaires constituant le réseau.

Art. 5. — L'évacuation des eaux industrielles n'est pas soumise aux dispositions de la présente ordonnance.

Art. 6. — Le ministre de l'Intérieur et des Affaires coutumières, le ministre des Finances, le ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Art. 7. — Toutes les dispositions contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

Art. 8. — La présente ordonnance entre en vigueur à la date de sa signature.

21 février 1972. – ORDONNANCE 72-114 relative à l'établissement de barrières de pluie. (J.O.Z., n°10, 15 mai 1972, p. 297)

Art. 1^{er}. — Sur les routes d'intérêt général désignées par arrêté du ministre chargé des travaux publics et durant les périodes de l'année déterminées par arrêté du gouverneur de la province dans laquelle des routes sont situées, il peut être établi des barrières interdisant le passage des véhicules lorsqu'il pleut.

L'établissement de ces barrières, dites «barrières de pluie», a pour objet de préserver la chaussée des dégradations que pourrait lui occasionner la circulation des véhicules pendant la pluie.

Il ne peut être effectué que par les autorités légalement compétentes pour placer la signalisation routière.

Art. 2. — Les barrières de pluie sont identiques à la barrière décrite à l'article 114, 3°, de l'ordonnance 62-12 du 17 janvier 1957 sur la police du routage et de circulation.

Elles sont signalées par un signal d'interdiction semblable à ceux prévus à l'annexe 2 de l'ordonnance susdite et conforme au modèle annexé à la présente ordonnance.

Art. 3. — Les barrières de pluie sont fermées pour tous les véhicules dès le début de la pluie.

Elles ne sont rouvertes:

1°) pour les véhicules de transport de personnes carrossés pour huit personnes au moins (y compris le conducteur), qu'une demi-heure après la fin de la pluie;

2°) pour les autres véhicules dont le poids maximum autorisé ne dépasse pas 3.500 kilos, qu'une heure après la fin de la pluie;

3°) pour les autres véhicules dont le poids maximum autorisé dépasse 3.500 kilos, que six heures après la fin de la pluie.

Toutefois, s'il n'y a pas eu trois heures de jour dans l'espace de ces six heures, elles ne sont rouvertes pour lesdits véhicules que lorsqu'il s'est écoulé, depuis la fin de la pluie, un laps de temps de plus de six heures comprenant trois heures de jour.

Art. 4. — Tout véhicule doit stopper devant une barrière de pluie, même quand elle est ouverte, afin de permettre son identification par le garde-barrière.

Aucun véhicule ne peut franchir une barrière de pluie quand elle est fermée pour tous les véhicules ou pour la catégorie de véhicules à laquelle il appartient.

Art. 5. — Par dérogation à la disposition du deuxième alinéa de l'article précédent:

1°) les ambulances allant chercher ou transportant un malade, ainsi que les véhicules de lutte contre l'incendie se rendant sur les lieux d'un sinistre, peuvent franchir les barrières de pluie à tout moment, à condition que leurs conducteurs soient en mesure de justifier, par la production d'une pièce officielle, de la mission dont ils sont chargés;

2°) les véhicules de l'administration des ponts et chaussées, de la police nationale, du Centre nationale de documentation, de la police militaire, de la gendarmerie, de la police judiciaire des parquets, de l'Office d'exploitation des transports du Zaïre, de l'administration des douanes, des médecins et des sages-femmes, peuvent franchir les barrières de pluie à tout moment pour nécessités de service;

3°) les véhicules munis d'une autorisation spéciale du commissaire de district ou de l'administration de territoire peuvent franchir les barrières de pluie à tout moment.

L'autorisation prévue ci-dessus ne peut être délivrée qu'en cas d'extrême urgence. Sa délivrance doit être justifiée ultérieurement auprès du ministre chargé des travaux publics.

L'autorisation n'est valable que dans le ressort territorial de l'autorité qui l'a délivrée. Sa durée de validité ne peut excéder 24 heures;

4°) les véhicules militaires peuvent franchir à tout moment les barrières de pluie situées dans une zone d'opérations militaires.

Art. 6. — Tout conducteur de véhicule qui contreviendra aux dispositions de l'article 4 sera puni d'une servitude pénale de deux mois au maximum et d'une amende qui ne dépassera pas deux zaïres, ou d'une de ces peines seulement.

Si le véhicule a causé des dégâts à la route, le contrevenant sera, en outre, condamné à payer à l'administration des ponts et chaussées une indemnité égale aux frais de réparation des dégâts, lesdits frais étant évalués par l'administration des ponts et chaussées.

Art. 7. — Le propriétaire du véhicule est civilement responsable de l'indemnité résultant de la condamnation prononcée contre le conducteur, sauf tout recours de droit.

Dans le cas où le véhicule appartient à l'État, le service qui l'utilise est considéré comme propriétaire pour l'application de la disposition qui précède.

Art. 8. — Les agents de l'administration des ponts et chaussées revêtus d'un grade égal ou supérieur à celui de rédacteur ont qualité d'officier de police judiciaire pour rechercher et constater les infractions à la présente ordonnance.

Leur compétence en cette qualité est limitée à leur ressort territorial.

Art. 9. — Tout procès-verbal constatant une infraction à la présente ordonnance est immédiatement transmis au directeur du service central des ponts et chaussées.

Celui-ci peut proposer au contrevenant de verser au Trésor dans un délai qu'il détermine, une somme dont il fixe le montant et qui ne peut dépasser le montant maximum de l'amende augmenté, le cas échéant, des frais de réparation des dégâts occasionnés à la route.

La transaction intervenue éteint l'action publique.

Art. 10. — La poursuite des infractions à la présente ordonnance n'est exercée que sur plainte du directeur du service central des ponts et chaussées.

Art. 11. — Le ministre des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

5 mai 1978. – ORDONNANCE 78-223 portant statuts d'une entreprise publique dénommée «Office des routes». (J.O.Z., n°12, 15 juin 1978, p. 18)

Art. 1^{er}. — L'Office des routes, créé par l'ordonnance-loi 71-023 du 26 mars 1971, est une entreprise publique à caractère technique dotée de la personnalité juridique.

Outre les dispositions de la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques, l'Office des routes est régi par la présente ordonnance.

Art. 2. — L'Office a son siège à Kinshasa. Des agences ou des bureaux peuvent être ouverts en tous autres lieux de la République, moyennant l'autorisation de l'autorité de tutelle.

Art. 3. — L'Office a pour objet:

1° l'exécution des études et des travaux d'entretien, d'aménagement, de modernisation et de construction des routes déterminées par le programme lui imparti, ainsi que l'entretien, l'aménagement, la modernisation et la construction des ouvrages d'art et des bacs de passage des routes ici concernées;

2° des interventions dans l'entretien et l'aménagement d'autres routes, ouvrages d'art et bacs, à la demande du commissaire d'État aux Travaux publics et à l'Aménagement du territoire;

3° la gestion du Laboratoire national des travaux publics;

4° la formation et le recyclage du personnel nécessaire à la réalisation de son objet;

5° la préparation, dans le cadre de la planification nationale, des programmes à court, moyen et long termes, visant à la réalisation des objets ci-dessus.

Art. 4. — L'État met à la disposition de l'Office les terrains, bâtiments, installations, matériels et tous approvisionnements nécessaires pour la réalisation de l'objet de celui-ci.

Art. 5. — Pour la réalisation de son objet social, l'Office est tenu de se conformer aux règles de l'État.

Art. 6. — Le patrimoine de l'Office est constitué de tous les biens, droits et obligations à lui reconnus avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

Dans un délai d'un mois, au plus, à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, l'Office devra avoir dressé l'état de sa situation patrimoniale mise à jour. Celle-ci indiquera clairement:

1°) à l'actif:

- les valeurs immobilières;
- les valeurs circulantes;

2°) au passif:

- les éléments de situation nette;
- les subventions d'équipement et les provisions pour pertes et charges;
- les dettes à long, moyen et court termes.

Dans un délai d'un mois, au plus, à compter de l'établissement de la situation patrimoniale, l'Office devra avoir transmis un exemplaire de celle-ci, accompagné d'un rapport détaillé, aux organes de tutelle.

Art. 7. — Le patrimoine de l'Office pourra s'accroître:

- des apports ultérieurs que l'État pourra lui consentir;
- des réserves qui pourront lui être incorporées dans les conditions prévues par la présente ordonnance.

L'augmentation comme la réduction du patrimoine de l'Office est constatée par une ordonnance du président de la République, sur avis préalable de l'organe de tutelle compétent.

TITRE III

DES STRUCTURES

— Dans sa publication, le J.O.Z. ne présente ni de «titre I^{er}» ni de «titre II».

Art. 8. — En conformité avec les dispositions de l'article 5 de la loi 78-002 du 6 janvier 1978 portant dispositions générales applicables aux entreprises publiques, les structures de l'Office sont: le conseil d'administration, le comité de gestion et le collège des commissaires aux comptes.